

Rapport annuel

2009-2010



Le conseil d'administration

Michèle Boisclair, présidente

Fédération interprofessionnelle
de la santé du Québec

Paul de Bellefeuille, vice-président

Syndicat de la fonction publique du Québec

Jacques Létourneau, vice-président

Confédération des syndicats nationaux

Pierre Laliberté, secrétaire

Fédération des travailleurs et travailleuses
du Québec
jusqu'en mars 2010

Denise Gagnon, secrétaire

Fédération des travailleurs et travailleuses
du Québec
depuis mai 2010

Danielle Lavallée, trésorière

Centrale des syndicats du Québec

Groupe A

Karine Crépeau, FIQ
Louise Chabot, CSQ
Pierre Patry, CSN
Lucie Grandmont, SFPQ
Joseph Gargiso, SCEP-FTQ

Groupe B

Nil Ataogul, SCC-CSQ
Dominique Daigneault, CCMM-CSN
Luce Leblanc, APTS
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Christian Martel, STTP-Région de Québec
André Pelletier, AREQ-CSQ
Patrick Rondeau, SEPB-574-FTQ
Hugues St-Pierre, FEC-CSQ
Micheline Thibodeau, FNEEQ-CSN

Groupe D

Marie Marsolais

L'équipe du CISO

Michèle Asselin

Coordonnatrice
depuis février 2010

Francine Néméh

Coordonnatrice
jusqu'en février 2010

Martine Joyal

Chargée de projets
Éducation et communications

Marie-Claire Mériau

Responsable de l'administration

Jean-François Michaud

Chargé de projets
jusqu'en février 2010

Marie-Noëlle Roy

Chargée de projets
Coordonnatrice de la Coalition québécoise
contre les ateliers de misère (CQCAM)

Cindy Savard

Responsable des communications
jusqu'en janvier 2010

Geneviève Sirois

Agente d'éducation à la solidarité
internationale (stagiaire)
jusqu'en avril 2010

Rédaction et révision : l'équipe du CISO

Coordination et infographie : Martine Joyal

Impression : Yves Rivard

Crédits photos: Istock et l'équipe du CISO

Dépôt légal : Bibliothèque nationale
du Québec, juin 2010

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Je suis heureuse de présenter le rapport d'activités du CISO pour l'année 2009-2010. À l'instar de l'année précédente, 2009-2010 a été caractérisée par la crise, une crise mondiale, à la fois financière, économique et environnementale; une crise sans précédent depuis les années 30! On peut certainement affirmer que ce fut une année catastrophique, marquée par les régressions sociales, la détérioration des conditions de vie et de travail de millions de travailleurs et de travailleuses du Nord et du Sud.

Au Canada, l'année 2009-2010 a aussi été désastreuse au plan des droits humains et de la démocratie. Depuis l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, nous assistons à une intensification des attaques contre les institutions démocratiques, contre les pratiques démocratiques et contre les droits et libertés. Le gouvernement conservateur semble vouloir faire taire les voix qui contestent ou critiquent ses politiques. Pensons par exemple aux nominations partisans qui ont jeté Droits et Démocratie dans une crise profonde, au retrait du financement à l'ONG Kairos, à Match International, à plusieurs groupes de femmes, au Conseil canadien de coopération internationale (CCCI) et aux menaces qui pèsent sur Alternatives et d'autres organisations. Le CISO a participé activement à la formation d'un mouvement d'opposition, la coalition québécoise *Pas de démocratie sans voix!*



Dans un tel contexte, la mission du CISO qui est de développer la solidarité et la coopération entre les travailleurs et travailleuses d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique demeure des plus pertinente! Le CISO reste un lieu essentiel de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale.

Une priorité : les activités éducatives, l'éducation à la solidarité internationale constituant l'axe central de l'action du CISO. Nous avons entrepris un vaste chantier sur les droits des travailleurs et des travailleuses dans le contexte de la mondialisation. Ce projet de formation vise à présenter les principaux instruments du droit international relatifs aux droits des travailleurs et travailleuses et à favoriser une meilleure compréhension de la façon dont ces outils peuvent être utilisés par les organisations syndicales. Nous avons rencontré des militants et militantes de diverses organisations syndicales à travers le Québec pour identifier leurs besoins de formation sur cette question. Afin d'approfondir notre analyse des enjeux, nous avons organisé un important séminaire sur le phénomène de migration de la main d'œuvre. Ce projet se poursuivra en 2010-2011. Notre travail d'éducation s'est aussi concrétisé par l'organisation de plusieurs dîners-causeries portant sur des problématiques émergentes ou des sujets d'actualité. Nous étions présents à la deuxième édition du Forum social québécois, où nous avons présenté plusieurs activités. Le CISO a aussi supporté l'organisation de la IXe Conférence trinationale pour la défense de l'éducation publique, coordonnée par la CSQ et la FNEEQ-CSN. Cet événement a réuni des militants et militantes du mouvement

syndical, en provenance du Mexique, des États-Unis, du Québec et du Canada. Toutes ces activités éducatives nous ont permis de toucher des centaines de personnes.

Les projets de coopération sont un moyen concret de réaliser nos objectifs de solidarité avec les travailleurs et les travailleuses du Sud. *Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti*, ce projet réalisé en partenariat avec l'Institut Culturel Karl-Lévêque (ICKL), a été le principal projet de coopération du CISO cette année. Nous avons tous et toutes été profondément bouleversés par le terrible tremblement de terre qui a secoué Haïti, le 12 janvier 2010. L'édifice où étaient situés les locaux de l'ICKL a été totalement détruit. Les lourdes conséquences du séisme ont forcé des réajustements importants à notre projet. Notre solidarité envers le peuple haïtien – ce peuple qui ne manque pas de courage – est plus essentielle que jamais. Au cours d'une mission avec la FTQ au Burkina Faso, nous avons exploré les pistes d'une collaboration entre organisations syndicales du Québec et du Burkina Faso afin d'appuyer l'organisation des travailleurs et des travailleuses du secteur de l'économie informelle. Nous espérons ardemment que ce projet pourra se concrétiser en 2011. Nous terminons l'année au chapitre de la coopération par une très mauvaise nouvelle. L'ACDI ne financera pas notre quatrième projet de coopération avec le Mexique: *Alternative face à la crise : économie sociale et équité de genre au Mexique*. Cette décision est catastrophique pour notre partenaire et pour le CISO.

En 2009-2010, le CISO a poursuivi la coordination de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM). Une deuxième recherche a été publiée : *Les entreprises ont-elles le souci de l'approvisionnement responsable au Québec?* Depuis 2008, la CQCAM examine les pratiques de divulgation d'information d'organisations actives au Québec concernant leurs politiques d'approvisionnement responsable (PAR). Cette année, elle s'est intéressée aux pratiques de trente entreprises du secteur privé qui œuvrent dans neuf secteurs d'activités distincts. La CQCAM a aussi produit une vidéo intitulée *Les oubliés du développement durable*, afin de promouvoir l'adoption de PAR.

Nous ne pouvons terminer ce tour d'horizon sur une année riche en action sans sonner l'alarme à propos de la situation financière du CISO. L'exercice financier 2009-2010 s'est conclu par un déficit. La décision de l'ACDI de ne pas financer notre projet de coopération au Mexique aura un impact important sur le budget de la prochaine année. Nous devons redresser la barre rapidement. Deux stratégies ont déjà été identifiées : accroître l'adhésion de nouveaux membres et consolider l'axe coopération.

Pour réaliser l'ensemble de ses actions, le CISO s'appuie sur une petite équipe de travailleuses ainsi que sur de nombreux militants et militantes. C'est grâce à l'apport constant de toutes ces personnes engagées que nous pouvons accomplir, année après année, la mission du CISO.

Finalement, il nous faut conclure en remerciant chaleureusement Francine Néméh, qui a quitté son poste de coordonnatrice en février, après trois années de loyaux services. Par la même occasion, nous saluons l'arrivée de Michèle Asselin au CISO.

Michèle Boisclair

ÉDUCATION

Cette année, une grande partie du travail d'éducation fut d'établir les bases du projet *Droits des travailleurs et des travailleuses dans le contexte de la mondialisation* (DIT), en étroite collaboration avec le comité de formation. Ainsi, une large consultation des membres du CISO a été menée afin de sonder leurs attentes par rapport à la thématique du projet, et une journée d'études a été tenue. Outre le projet DIT, nous avons organisé quatre dîners-causeries portant sur des thèmes d'actualité, ainsi qu'un séminaire sur les mouvements de gauche en Amérique Latine. Le CISO a de plus assuré la coordination d'une conférence trinationale portant sur l'éducation publique en Amérique de Nord.

Droits des travailleurs et des travailleuses dans le contexte de la mondialisation

Cet ambitieux projet d'éducation a pour objectif de permettre aux militants et militantes du mouvement syndical de mieux comprendre l'interdépendance entre les conditions de travail au Nord et au Sud, de façon à ce qu'ils et elles développent une plus grande conscience de l'importance de la solidarité, dans un contexte où les droits des travailleurs et travailleuses s'effritent au profit de ceux des grandes entreprises. Une attention particulière sera portée aux enjeux du travail migrant et des droits des femmes au travail.

Pour atteindre cet objectif, nous allons produire une trousse pédagogique sur le droit international et l'action syndicale, et allons concevoir une formation qui sera par la suite offerte au sein des organisations syndicales qui en feront la demande. Tout le matériel élaboré sera disponible sur le site web du CISO. Un stage intersyndical à l'étranger viendra clore le projet.

Afin de bien sonder les besoins et attentes de nos membres en lien avec la thématique, nous avons organisé cet hiver des consultations sous forme de groupe-témoin (*focus group*) au sein de huit organisations syndicales. Ces rencontres nous ont permis de créer des liens avec des militants et militantes engagés, tout en précisant les différents enjeux de la thématique ainsi que les moyens d'intervention à privilégier.

"Dans le monde entier, des millions de personnes quittent chaque année leur pays d'origine en quête de travail. Mais nombre d'entre elles ne sont pas seulement à la recherche d'un meilleur emploi. Poussées par la pauvreté et l'insécurité, elles sont prêtes à accepter n'importe quel travail." - OIT, 2008

15 février 2010
Séminaire sur le phénomène des migrations de main-d'oeuvre
COMPRENDRE. RECONNAÎTRE. REVENDIQUER.

9h à 16h - repas du midi servi sur place
AM: Migrations de main-d'oeuvre dans le monde
PM: Migrations de main-d'oeuvre temporaire au Québec et au Canada

SALLE LOUIS-LABERGE, 2^e ÉTAGE, ÉDIFICE FTQ
565, CRÉMAZIE EST, MONTRÉAL

Entrée libre - inscriptions obligatoires
Date limite de l'inscription: 8 janvier 2010
Inscription par courriel ou par téléphone
education@ciso.qc.ca ou 514-383-2266 poste 233

Surveillez notre programmation sur notre site web
www.ciso.qc.ca

CISO centre international de solidarité ouvrière

Une fois cette première étape menée, le travail de recherche a été initié. Alexis Milette, candidat à la maîtrise en droit international à l'UQAM, travaille actuellement sur la façon dont les organisations syndicales peuvent utiliser les instruments internationaux pour faire respecter les droits des travailleurs et des travailleuses, autant au Québec qu'à l'étranger. Il bénéficie de l'encadrement de Stéphanie Bernstein, professeure de sciences juridiques à l'UQAM, grâce à l'appui du Service aux collectivités de l'UQAM. Une deuxième recherche a également été entamée, sur le thème de la migration de la main d'œuvre. C'est Laura Handal Lopez, chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), qui explore cet enjeu. Les données ainsi recueillies seront utilisées pour la conception de la trousse informative et de la formation.

Toujours dans le cadre du projet DIT, nous avons organisé un séminaire sur le phénomène des migrations de main d'œuvre qui s'est tenu le 15 janvier 2010. Plus de 40 personnes ont participé à cet événement qui nous a permis d'approfondir notre réflexion sur cet enjeu qui prend de plus en plus d'importance au Québec et dans le monde.

Séminaire sur les mouvements politiques de gauche en Amérique latine

Les 11 et 12 juin 2009, le CISO a convié ses membres et sympathisants à un événement visant à étudier les mouvements politiques progressistes à Cuba, au Venezuela, au Nicaragua, au Brésil, en Bolivie et au Chili. Une attention particulière a été portée aux impacts des luttes menées par les mouvements politiques de gauche dans ces pays et à l'exploration des actions de solidarité possibles. Plus de cent personnes ont assisté à cet événement piloté par le comité Amérique Latine du CISO.



Dîners-causeries

Nous avons organisé quatre dîners-causeries cette année, et un autre a dû être annulé puisque notre invité, Luis Eduardo Varela, secrétaire général de la *Federacion colombiana de educadores*, n'a pu obtenir son visa. En tout, plus de 100 personnes ont assisté à un ou l'autre de ces événements.

Thèmes des dîners-causeries en 2009-2010

7 octobre 2009

Aides familiales au Québec : le droit à un travail décent

Lors de cet événement, Alexandra Pierre, de l'Association des aides familiales du Québec, a dressé le portrait de la situation avec une attention particulière aux travailleuses arrivées au Québec dans le cadre du Programme des aides familiaux résidents (PAFR), un programme de travail temporaire du gouvernement canadien. Denise Gagnon, directrice du Service de la solidarité internationale à la FTQ, a quant à elle abordé la question cruciale du droit d'association des aides familiales.

25 mars 2010

La reconstruction d'Haïti vue de l'intérieur

Le 12 janvier dernier, Haïti fut victime d'un terrible séisme qui a fait de nombreux morts et blessés, détruisant sur son passage la plupart des infrastructures de Port-au-Prince. Afin de mieux comprendre le processus de reconstruction de ce pays qu'on surnommait autrefois la perle des Antilles, le CISO a tenu un dîner-causerie avec Marc-Arthur Fils-Aimé, directeur de l'Institut culturel Karl Lévêque (ICKL), un partenaire de longue date du CISO.

6 et 8 novembre 2009

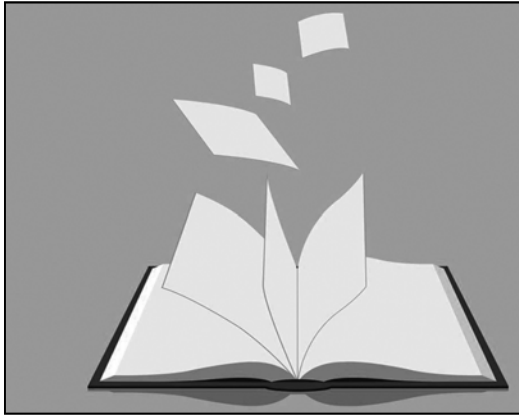
Haïti: les luttes sociales dans l'œil du cyclone

Dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationales (JQSI), le CISO a organisé deux rencontres avec des partenaires haïtiens en visite au Québec, Franck Saint-Jean (PAPDA) et Raoul Vital (ICKL). Ces activités visaient à présenter les impacts des changements climatiques sur l'action des mouvements sociaux en Haïti, en particulier en ce qui concerne la souveraineté alimentaire.



Francine Néméh et nos invités Raoul Vital et Franck St-Jean.

IX Conférence trinationale sur l'éducation publique



Le CISO a été invité par la CSQ et la FNEEQ-CSN à organiser la IX Conférence trinationale sur l'éducation publique, qui s'est déroulée du 7 au 9 mai 2010, à l'Université du Québec à Montréal. Cet événement biennal a réuni plus de 160 représentants (es) et militants (es) syndicaux du Mexique, des États-Unis et du Canada, tous et toutes préoccupés par la défense de l'éducation publique en Amérique du Nord.

Lors de la création de l'ALÉNA en 1994, des organisations syndicales œuvrant dans le domaine de l'éducation se sont réunies au sein d'une coalition trinationale, dans le but de renforcer leur compréhension des impacts des politiques sur l'éducation publique dans les trois pays. Une conférence est ainsi organisée à chaque deux ou trois ans, afin de permettre aux représentants et représentantes d'échanger sur leur expérience en matière de défense de l'école publique et de faire le point sur l'état de la situation dans chaque pays ainsi que sur les stratégies syndicales à promouvoir.

Le CISO a accepté de chapeauter l'événement de cette année avec l'appui d'une coordonnatrice extérieure, Alexa LeBlanc, et en étroite collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM. La conférence a permis de resserrer les liens de solidarité entre les diverses organisations présentes, ainsi qu'à médiatiser la question de l'éducation publique en tant qu'enjeu sociopolitique.

Une déclaration finale a été adoptée, et sera disponible sur le site web de la Coalition trinationale vers la fin juin 2010 (www.trinationalcoalition.org).

Autres activités

Forum social québécois

Le CISO a présenté deux ateliers lors de la 2e édition du Forum social québécois qui s'est déroulé du 8 au 12 octobre 2009. Le premier portait sur la délocalisation des emplois et le second sur les politiques d'approvisionnement responsable.

Colloque *L'action syndicale sans frontières*

Le CISO a appuyé l'organisation d'un colloque sur l'action syndicale internationale. Initiative du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), ce colloque vise à faire le point sur les différentes initiatives de solidarité mises en place par les syndicats à l'échelle locale, nationale et internationale. Il aura lieu à Montréal, les 23 et 24 septembre 2010. Nous participons au comité aviseur formé de représentants et représentantes de la CSN, de la CSQ et de la FTQ.

Coalition québécoise contre les ateliers de misère

Durant l'année, plus de 30 organisations provenant des milieux syndical, étudiant et non gouvernemental ont collaboré à la mise en œuvre des activités de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM). La campagne nationale pour l'adoption de politiques d'approvisionnement responsable (PAR) s'est terminée cette année. Les principales réalisations ont été la recherche sur les PAR, la vidéo sur le volet social du développement durable ainsi que la campagne politique.



coalition québécoise
contre les
**ateliers de
misère**

Campagne nationale pour l'adoption de PAR

Ce projet, financé depuis 2007 par le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD), a pris fin le 31 mars dernier. Au bout de trois ans de campagne, voici les résultats que nous avons récoltés :

- ⇒ Quatre organisations syndicales ont adopté une PAR (CSN, FAC, Conseil régional Montréal métropolitain-FTQ et SEPB-Québec) et plus d'une dizaine d'organisations ont adopté une résolution en ce sens ;
- ⇒ Deux organisations non-gouvernementales (Amnistie internationale – section canadienne francophone et CISO) ont formellement adopté une PAR ;
- ⇒ Un organisme public (Université de Sherbrooke) et une entreprise privée (Cirque du Soleil) ont adopté une PAR.

De plus, plusieurs organisations ont incorporé des sections sur l'approvisionnement responsable dans leur politique de développement durable et plus d'une vingtaine d'entre elles se sont jointes à l'Espace de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable (ECPAR). La CQCAM a également appuyé un nouvel acteur qui développe sa PAR, le Regroupement des CDEC du Québec. En somme, on note une préoccupation grandissante de la population pour les questions d'approvisionnement responsable et de droit du travail lorsqu'on parle de développement durable.

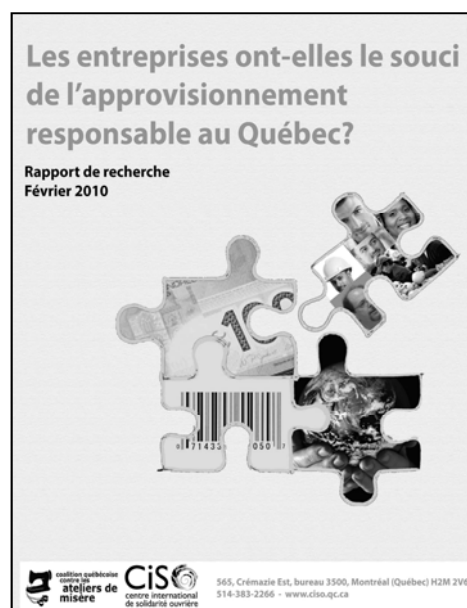
Le comité intersyndical Bombardier a poursuivi son travail, mais s'est toutefois scindé en deux puisque Bombardier Transport semblait moins enclin à travailler conjointement avec les parties prenantes. Quant à Bombardier Aéronautique, le comité a la nette impression que l'employeur a modifié ses outils de développement durable pour répondre aux attentes exprimées par la CQCAM. Des rencontres avec l'employeur devraient avoir lieu trois à quatre fois par année afin d'échanger et se former mutuellement sur la question de l'approvisionnement responsable.

On envisage également la possibilité de donner de la formation sur la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) aux exécutifs syndicaux. Au cours de l'année, le comité s'est rencontré à cinq reprises, dont deux fois avec l'employeur.

Comme l'Université Laval s'est jointe à l'Espace de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable (ECPAR), le suivi auprès de cet acteur semble moins pertinent actuellement. Une rencontre de réflexion devrait avoir lieu sous peu afin de déterminer si le travail avec la Ville de Québec doit se poursuivre. La Table de Québec a tenu quatre rencontres au courant de l'année.

Recherche sur l'approvisionnement responsable

En février, la CQCAM a publié la deuxième édition de sa recherche sur les pratiques de divulgation d'organisations actives au Québec en matière d'approvisionnement responsable. L'édition 2010 est intitulée *Les entreprises ont-elles le souci de l'approvisionnement responsable au Québec?* Trente entreprises privées œuvrant dans neuf secteurs d'activités distincts ont été visées. Lors de la recension des informations pour la recherche, plus de 23% des entreprises approchées ont répondu au questionnaire de la CQCAM. Bien que la moyenne des entreprises ayant adopté une PAR ou un code de conduite pour les fournisseurs soit faible (36%), les résultats des dix premières entreprises confirment que l'adoption de PAR et de pratiques responsables est de plus en plus courante au Québec. Emmanuelle Champion, chercheuse indépendante, a rédigé cette recherche. Plus de 75 personnes étaient présentes lors du lancement officiel du rapport de recherche.



Campagne politique

En septembre 2009, la CQCAM a présenté à la Commission des transports et de l'environnement du Québec un mémoire intitulé *Pas de développement durable sans solidarité avec le reste du monde !* Dans ce document, la CQCAM exprime son point de vue sur la première liste d'indicateurs produite par le Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Suite à cette présentation, la CQCAM a été invitée à joindre la nouvelle Table de concertation sur les indicateurs de développement durable qui a comme mandat de suivre et commenter le développement des indicateurs du gouvernement du Québec. Clara Whyte, consultante en développement durable, a rédigé ce mémoire.

Vidéo : *Les oubliés du développement durable*

Au cours de l'année 2009-2010, la CQCAM a produit une vidéo faisant la promotion du volet social du développement durable et des politiques d'approvisionnement responsable (PAR). Cet outil de sensibilisation de 14 minutes pourra être utilisé lors de sessions de formation. Louis Cyr, Martin Frigon et Malcolm Guy ont réalisé ce document pour la CQCAM. En plus d'être en vente au CISO, la vidéo pourra être visionnée à partir de notre site Internet.



Autres réalisations

Espace de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable

Cette table de concertation regroupe une vingtaine d'organismes publics et d'entreprises privées qui œuvrent ensemble à développer des outils pour faciliter l'approvisionnement responsable. La CQCAM siège à l'ECPAR comme partie prenante et elle collabore aux travaux d'un comité qui a comme mandat de développer le volet social de l'approvisionnement responsable. La CQCAM a participé à neuf rencontres cette année.

Coordination et comités de travail

Le comité de coordination a tenu cinq rencontres au courant de l'année. Quant à eux, les comités recherche, politique et vidéo se sont rencontrés plus d'une douzaine de fois.

Implication avec les partenaires et la communauté

Seize présentations ou formations ont été données dans divers milieux : universités, associations professionnelles et syndicats. De plus, la CQCAM a participé à quelques événements externes, notamment aux rencontres du comité canadien concernant ISO 26 000 (la nouvelle norme internationale en matière de RSE) et à un séminaire organisée par la Chaire de recherche en responsabilité sociale et développement durable.

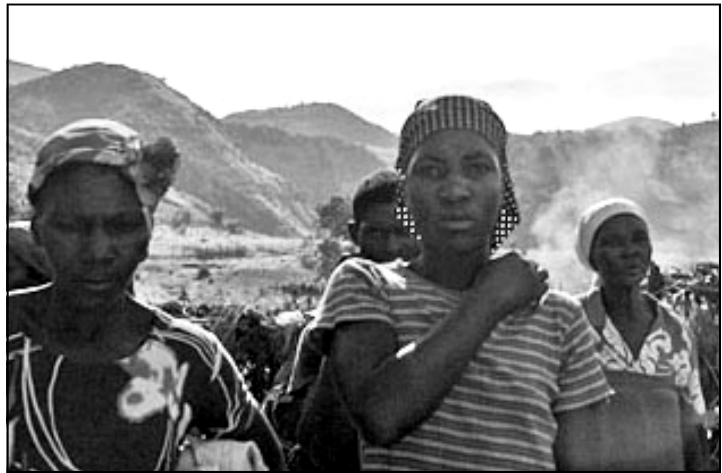
COOPÉRATION

Les projets de coopération demeurent un moyen privilégié de concrétiser notre solidarité avec les travailleurs et les travailleuses du Sud. Ces projets appuient le travail de partenaires sur le terrain qui cherchent à améliorer les conditions de vie des communautés, en milieu rural ou urbain.

Haïti

Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti

Ce projet a pour principal objectif de contribuer au renforcement des capacités du mouvement populaire haïtien, en amenant les organisations qu'il soutient à participer à la construction d'un modèle de société alternative, basée sur les principes de démocratie et de bonne gouvernance. Plus concrètement, le projet aide les paysans et les paysannes à augmenter leur production agricole et à s'organiser collectivement. En milieu ouvrier, le projet permet aux organisations de s'approprier certaines normes et lois qui les concernent afin de promouvoir leurs intérêts auprès des décideurs. Enfin, le projet veut accroître l'influence des femmes paysannes au sein de leurs organisations.



Le CISO réalise ce projet en partenariat avec l'Institut Culturel Karl-Lévêque (ICKL), un organisme à but non lucratif, non confessionnel et non partisan fondé en 1989. Lors du terrible tremblement de terre qui a secoué Haïti en janvier dernier, l'édifice où étaient situés les locaux de l'ICKL a été totalement détruit. Fort heureusement, toute l'équipe de l'ICKL, ainsi que leurs proches, ont été sains et saufs. Cependant, plusieurs membres de l'équipe ont perdu leur maison.

Du 4 au 11 novembre, nous avons organisé une tournée de nos partenaires haïtiens. Deux activités publiques ont été présentées dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale, dont le thème portait sur les changements climatiques. Diverses rencontres avec des organisations québécoises ont été réalisées : Chantier de l'économie sociale, COOP La Mauve, Union paysanne et Syndicat des Métallos. Ainsi, les Haïtiens ont pu échanger avec des Québécois et Québécoises sur des thèmes qu'ils souhaitent approfondir, tels la souveraineté alimentaire, le développement de projets socio-économiques et les luttes syndicales.

Nous devons faire une mission de suivi du projet en février. Suite au séisme, nous avons été dans l'obligation d'annuler cette mission, et nous avons plutôt invité au Québec le directeur de l'ICKL,

Marc-Arthur Fils-Aimé, afin de procéder à l'évaluation du projet. Amorcée le 17 mars, cette mission s'est poursuivie jusqu'au 31 mars. Pendant cette période, nous avons, entre autres, tenu un dîner-causerie sur la reconstruction d'Haïti. M. Fils-Aimé y a présenté son analyse de la situation.

De plus, nous avons pris part à une rencontre de consultation des partenaires de la société civile actifs en Haïti, convoquée par le ministre des Relations internationales du Québec, Pierre Arcand. Cette rencontre visait à orienter et coordonner l'action du gouvernement et des partenaires en Haïti.

Les très lourdes conséquences du séisme ont forcé des réajustements importants à notre projet. De nouvelles priorités ont été identifiées avec la participation des différents groupes sur le terrain : la recapitalisation des paysans et des paysannes, la reconstruction et la réparation des infrastructures détruites ou endommagées, l'accompagnement psychosocial et le support à la participation aux lieux d'échanges autour du projet de reconstruction du pays.

Le stage syndical qui était prévu pour le printemps 2009 a été transformé en stage pour des Haïtiens et des Haïtiennes au Québec, et devrait avoir lieu à l'automne 2010.





Mexique

Organisation et formation de travailleurs et travailleuses dans les zones de maquiladoras dans le nord du Mexique

Ce projet initié en 2007 a pris fin le 30 avril 2009. Une mission d'évaluation sur le terrain a été effectuée au printemps 2009 et un rapport final a été rédigé par la suite.

Alternative face à la crise : économie sociale et équité de genre au Mexique

Nous avons appris au printemps que l'ACDI avait décidé de ne pas financer le projet que nous avions proposé, en partenariat avec le Front authentique des Travailleurs (FAT) du Mexique. En continuité avec les projets précédents, ce nouveau projet abordait la question d'équité de genre et le développement de projets d'économie sociale dans cinq régions du Mexique. Cette décision est catastrophique pour notre partenaire et pour le CISO.

Chine

La mission qui devait avoir lieu en Chine au cours de l'hiver 2010 a été mise sur la glace. Un comité composé du CISO, de la FTQ, de la CSN et du Fonds de solidarité-FTQ s'est réuni à plusieurs reprises et a travaillé à la réalisation de cette mission durant l'automne. Des contacts ont été faits avec plusieurs ministères et agences afin d'obtenir du financement. Le comité a approché des entreprises qui accepteraient de recevoir la délégation dans leurs installations et il a également tenté d'obtenir une invitation officielle de All-China Federation of Trade Unions (ACFTU), la centrale syndicale unique. Malgré tous ces efforts, nous avons dû abandonner le projet pour les raisons suivantes : impossibilité d'avoir l'accord de l'ACFTU, recherche de financement infructueuse et difficulté de trouver des entreprises pouvant accueillir une délégation. Seul le Fonds de solidarité-FTQ a été en mesure de développer des contacts. Il a donc pris le relais et a organisé sa propre mission, à laquelle quelques syndicats de la FTQ ont participé.

Burkina Faso

Une mission exploratoire a été effectuée du 23 août au 3 septembre 2009, dans le cadre d'un projet de coopération réalisé par la FTQ. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec divers groupes afin d'explorer la possibilité de développer un nouveau projet de coopération. Huit partenaires ont été identifiés: six centrales syndicales, le Syndicat des enseignants (partenaire de la CSQ) ainsi que le Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (partenaire de longue date du CISO). Toutes les organisations syndicales sont membres de l'Unité d'action syndicale, un réseau de concertation mis en place il y a maintenant 10 ans. Une deuxième mission prévue pour août 2010 devrait permettre de finaliser ce projet.

COMMUNICATIONS

Étant donnée la situation financière précaire du CISO, le contrat de Cindy Savard, qui occupait le poste de responsable des communications depuis octobre 2008, n'a pu être renouvelé. Elle a donc quitté le CISO en janvier, et c'est Martine Joyal, chargée de projets à l'éducation, qui assume dorénavant cette tâche, en plus de ses responsabilités habituelles. Il va sans dire que cela a imposé une certaine réduction de nos actions dans ce domaine.

Outils de promotion

Notre site web a été mis à jour régulièrement cette année. Notre bulletin électronique, fort apprécié de nos membres et sympathisants, a été publié à chaque semaine jusqu'en janvier, puis de façon mensuelle le reste de l'année.

La liste de diffusion du CISO s'est considérablement agrandie cette année et nous devons trouver le moyen de la gérer de façon efficace.

Nous avons également fait la promotion des événements du CISO et de la CQCAM à l'aide de différents outils (affichettes, publicité pour le web, etc).

Médias

La visite au Québec de Marc-Arthur Fils-Aimé, notre partenaire haïtien, a attiré l'attention des médias. Un article est paru dans *Le Devoir* du 26 mars 2010 à son sujet : *Séisme en Haïti. L'aide internationale a éclipsé celle des paysans. Un intervenant social de Port-au-Prince dénonce la gestion de la crise.*

Quant à elle, la CQCAM a émis quatre communiqués de presse au courant de l'année.

Quatre articles de journaux ont traité des activités de la CQCAM et plusieurs sites Internet ont rapporté ses activités.



FINANCEMENT

Malgré la gestion serrée de nos dépenses, des efforts soutenus pour trouver des fonds et la générosité de nos membres, nous présentons un déficit pour une deuxième année consécutive.

Demandes de financement

Deux demandes importantes ont été refusées : un projet de coopération triennal au Mexique, ainsi qu'un projet d'éducation pour la promotion des enjeux sociaux du développement durable, tous deux présentés à l'ACDI. Nous devons redresser la barre rapidement. Il en va de la survie du CISO. Au moment d'imprimer ce rapport, nous attendions toujours la réponse à une demande de subvention présentée dans le cadre de l'initiative Le monde en classe de l'ACDI.

Pistes d'action

Des pistes d'actions sont identifiées: accroître le nombre de membres, développer l'axe coopération et trouver de nouvelles sources de financement. Le comité financement devra être relancé pour appuyer cette recherche de fonds.

Nos bailleurs de fonds

En plus de l'appui significatif octroyé par les organisations syndicales membres sous forme de cotisations et de contributions diverses, le CISO doit, pour réaliser ses activités, solliciter des contributions financières de différents bailleurs de fonds. Nous les remercions pour leur confiance et leur soutien.

- ⇒ Agence canadienne de développement international (ACDI)
- ⇒ Centre de recherche sur le développement international (CRDI)
- ⇒ Fondation Léo-Cormier
- ⇒ Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) et son partenaire financier le gouvernement du Québec
- ⇒ Ministère des Relations internationales du Québec (MRI)
- ⇒ Fondation-CSN
- ⇒ Fonds de solidarité-FTQ

ACTIONS POLITIQUES ET ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires qui partagent les mêmes objectifs de défense des droits des travailleurs et des travailleuses d'ici et du Sud et qui, plus largement, luttent pour la justice et la démocratie.

⇒ **Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)**

La coordonnatrice du CISO, Francine Néméh, a été élue au conseil d'administration de l'AQOCI lors de son assemblée générale annuelle du 13 juin 2008. Elle a participé aux actions du comité de suivi des États généraux de la coopération et de la solidarité internationales, ainsi qu'à l'assemblée générale spéciale du 19 février 2010 qui avait pour thème : *L'urgence d'agir, l'aide en question!* La nouvelle coordonnatrice, Michèle Asselin, s'est jointe au comité de stratégie qui a été formé à la suite de cette assemblée.

⇒ **Pas de démocratie sans Voix!**

Michèle Asselin a été invitée à prendre la parole au forum public *Pas de démocratie sans droits!* qui a eu lieu le 9 avril 2010. L'événement était organisé par l'AQOCI, la CSN, Amnistie Internationale, l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) et Alternatives. Ce forum est issu de l'assemblée générale spéciale de l'AQOCI. Pour faire suite à ce forum, une large coalition formée d'organismes de coopération et solidarité internationales, de syndicats, de groupes de femmes et de groupes de défense des droits s'est formée. La coalition *Pas de démocratie sans Voix!* travaillera de concert avec la coalition pancanadienne *Voix/Voices* pour répliquer aux politiques conservatrices qui menacent la liberté d'expression. Cette tendance s'est manifestée entre autres par le retrait du financement aux instances ou organismes qui expriment leur désaccord ou qui font de la défense de droits. Ainsi, Kairos, Match International et plusieurs groupes de femmes ont été touchés, et des menaces pèsent toujours sur le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), Alternatives et d'autres organisations. Le CISO a appuyé activement la fondation de cette coalition et continue de participer à sa coordination. La coordonnatrice du CISO a également été invitée à présenter cette nouvelle coalition aux membres du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) lors de leur assemblée générale qui s'est tenue le 27 mai 2010, à Gatineau.

⇒ **Concertation pour Haïti**

Le CISO participe activement à la Concertation pour Haïti (CPH). Cette année encore, nous avons pu compter sur la généreuse contribution de Marie Marsolais, membre du conseil d'administration du CISO, qui nous a représentés au sein de la concertation, avec la coordonnatrice du CISO. Elle participe également au comité de coordination. Les rencontres de la CPH ont essentiellement porté sur l'analyse de la conjoncture en Haïti et le partage d'information sur l'évolution de la situation politique. Une rencontre d'urgence a eu lieu, le 20 janvier, quelques jours après le violent séisme qui a secoué Haïti. Une déclaration de solidarité a alors été rédigée. Le CISO a endossé cette déclara-

ration et a contribué à la diffuser largement. Plusieurs groupes qui n'en étaient pas membres se sont alors joints à la CPH. Les membres ont convenu de la nécessité de se réunir plus régulièrement afin de suivre de près la reconstruction d'Haïti. Un nouveau plan d'action a été élaboré : monitoring de l'aide canadienne et de la politique étrangère canadienne en Haïti, plaidoyer auprès des bailleurs de fonds canadiens et étrangers en faveur du soutien massif aux organismes de solidarité et de coopération, alliances, solidarité, formation et information du public. Le CISO participe au comité chargé d'organiser un colloque pour faire le point sur la reconstruction d'Haïti, un an après le séisme.

Autres alliances et appuis

- ⇒ **Coalition des travailleurs migrants**
Cette coalition est coordonnée par le Front de défense des non-syndiqués.
- ⇒ **Association des aides familiales du Québec (AAFQ)**
- ⇒ **Coalition pour la justice et la paix en Palestine (CJPP)**
Le CISO a participé aux différentes actions organisées par la CJPP contre le blocus de Gaza.
- ⇒ **Droits et Démocratie**
- ⇒ **Échec à la guerre**
- ⇒ **Festival des films sur les droits de la personne (FFDP)**
- ⇒ **Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits**
Nous avons continué à appuyer les activités de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Le CISO siège à son conseil d'administration.
- ⇒ **Ligue des droits et libertés**
Le CISO a maintenu son appui aux activités de la Ligue des droits et libertés. L'équipe de travail du CISO a assisté au séminaire *Crise économique ou crise des droits humains : lutter autrement pour un autre monde* qui s'est tenu le 14 septembre 2009.
- ⇒ **Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)**
Le CISO a participé aux rencontres bilan et perspectives du RQIC.

L'ÉQUIPE DU CISO

Cette année a été marquée par de très grands changements au sein de l'équipe, particulièrement avec le départ en février de Francine Néméh, après trois ans à la coordination du CISO. La nouvelle coordonnatrice, Michèle Asselin, s'est intégrée dans une équipe formée de Marie-Claire Mériaux, technicienne administrative, et des deux chargées de projet, Martine Joyal et Marie-Noëlle Roy. Ces deux dernières étaient de retour en février d'un congé de maternité. Jean-François Michaud a assuré l'intérim pendant le congé de maternité des chargées de projet jusqu'en mars. L'équipe a pu compter sur la contribution de Cindy Savard, responsable des communications, jusqu'en janvier et sur celle de Geneviève Sirois, agente d'éducation à la solidarité internationale, qui a terminé son stage en avril.

VIE ASSOCIATIVE

- ⇒ Il y a eu cinq rencontres du conseil d'administration durant l'année.
- ⇒ Le comité exécutif s'est réuni huit fois et a tenu plusieurs consultations électroniques.
- ⇒ Le comité Formation s'est réuni à quatre reprises.
- ⇒ Le comité Chine s'est réuni à plusieurs reprises.
- ⇒ Le comité Coopération s'est réuni une seule fois en février, et devrait se réunir à nouveau en juin.

Politique d'approvisionnement responsable du CISO

Suite à l'adoption d'une PAR lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2009, l'équipe de travail a élaboré un plan d'action pour l'année 2009-2010. Ce plan d'action précisait quatre secteurs dans lesquels la PAR serait appliquée pour l'année en cours ; le matériel de papeterie et impression, les services de traiteurs, les produits de consommation ainsi que le déplacement des employés.

Au courant de l'hiver 2010, le CISO a envoyé à quatorze fournisseurs des secteurs ciblés une lettre d'évaluation de leurs pratiques, à la lumière des documents publics trouvés sur leur site Internet. Chaque lettre précisait les points positifs et ceux à améliorer en matière d'approvisionnement responsable. Le CISO a également joint à cet envoi sa propre PAR. Cinq fournisseurs sur les quatorze ayant été ciblés ont effectué un suivi auprès du CISO, suite à la réception de la lettre d'évaluation. Dans l'ensemble, la plupart des fournisseurs ciblés ont une mission qui semble respecter la PAR du CISO. Or, le CISO s'attend à ce que ces fournisseurs respectent la PAR également dans leur processus de gestion. Une demande a donc été faite à cet effet. Nous comptons faire un suivi auprès d'eux au courant de l'automne prochain.

LES INSTANCES DU CISO ET DE LA CQCAM

Comité Formation (CISO)

Michèle Asselin, CISO
Priscilla Bittar, CCMM-CSN
Isabelle Coulombe, FTQ
Karine Crépeau, FIQ
Johanne Gagnon, SFPQ
Martine Joyal, CISO
Josée Lamoureux, CSN
André Marcoux, AREQ-CSQ
Robert Marois, CSQ
Cindy Savard, CISO
Geneviève Sirois, CISO

Comité Coopération (CISO)

Michèle Asselin, CISO
Paul de Bellefeuille, SFPQ
Paul Castonguay, SCC-CSQ
Karine Crépeau, FIQ
Denise Gagnon, FTQ
Joseph Gargiso, SCEP-FTQ
Martine Joyal, CISO
Richard Langlois, CS
Jacques Létourneau, CSN
Marie Marsolais, membre individuelle
Francine Néméh, CISO
Patrick Rondeau, SEP-574-FTQ
Marie-Noëlle Roy, CISO

Comité Amérique latine (CISO)

Lyne Bergeron, membre individuelle
Karine Crépeau, FIQ
Fred Jones, FAC
Micheline Jourdain, AREQ-CSQ
Daniel Lachance, membre individuel
Jacques Létourneau, CSN
Francine Néméh, CISO
Hugues St-Pierre, FEC-CSQ

Comité de coordination (CQCAM)

Michèle Asselin, CISO
Véronique Brouillette, CSQ
Denise Gagnon, FTQ
Nathalie Guay, CSN
Marie Houde, Oxfam-Québec
Anne Leblanc, CCMM-CSN
Murielle Lolot, Aide internationale
à l'enfance (AIPE)
Richard McLaughlin, Conseil régional FTQ
et SCFP-FTQ
Jean-François Michaud, CISO-CQCAM
Francine Néméh, CISO
Patrick Rondeau, SEP-Québec
Marie-Noëlle Roy, CISO-CQCAM
Richard Séguin, Amnistie internationale
section canadienne francophone (AI)

Table de Québec (CQCAM)

Maude Benoît, SARE
Martin Blais, CADEUL
Émilie Castro, Conseil central de Québec
Chaudières-Appalaches (CCQCA-CSN)
Mitemo Chevalier, Plan Nagua
Geneviève Fradette, Plan Nagua
Puma Freytag, SCCCUL (CSN)
David Galarneau, CADEUL
Olivier Jegou, CADEUL
Jean-François Michaud, CISO-CQCAM
Sophie Michaud, Plan Nagua
Simon Miousse, Plan Nagua
Olivier Poupart, Carrefour Tiers-Monde
Fanny Racicot-Tremblay, ALEIÉS
Marie-Noëlle Roy, CISO-CQCAM
André Villeneuve, SFPQ

NOS COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Marlène-b, designer graphique

Vidéo *Les oubliés du développement durable*

Stéphanie Bernstein, professeure de sciences juridiques (UQAM)

Supervision de la recherche sur le droit international et l'action syndicale

Emmanuelle Champion, chercheuse indépendante

Les entreprises ont-elles le souci de l'approvisionnement responsable au Québec?

Louis Cyr, Martin Frigon et Malcolm Guy, cinéastes

Vidéo *Les oubliés du développement durable*

Carmen Fontaine, Service aux collectivités de l'UQAM

Projet *Droits des travailleurs et des travailleuses dans le contexte de la mondialisation*

Karine Gibouleau, artiste

Vidéo *Les oubliés du développement durable*

Laura Handal Lopez, chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

Recherche sur la migration de la main d'oeuvre

Alexa Leblanc, consultante

Coordination de la IXe Conférence trinationale pour la défense de l'éducation publique

François Longpré, concepteur web

Appui à la gestion du site web du CISO

Alexis Milette, chercheur indépendant

Recherche sur le droit international et l'action syndicale

Haykel Najlaoui, chercheur indépendant

Les entreprises ont-elles le souci de l'approvisionnement responsable au Québec?

Marie Paradis, consultante

Rédaction du projet de coopération avec le Mexique

Mario Roy, consultant en informatique

Lise St-Pierre, consultante

Suivi du projet de coopération avec le Mexique

Jeannette Thifault, consultante en gestion financière

Clara Whyte, rédactrice

Pas de développement durable sans solidarité avec le reste du monde !

LES MEMBRES DU CISO

GROUPE A

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
 Confédération des syndicats nationaux (CSN)
 Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
 Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
 Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)

GROUPE B

Alliance de la Fonction publique du Canada-Québec (AFPC-Québec-FTQ)
 Alliance des professeures et professeurs de Montréal (APPM)
 Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
 Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (AREQ-CSQ)
 Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec-région de Montréal (AREQ-CSQ)
 Association Internationale des Machinistes et des Travailleurs et travailleuses de l'Aérospatiale, section locale 869 (AIMTA-local 869)
 Centrale des professionnelles et professionnels de la santé (CPS)
 Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches (CCQCA-CSN)
 Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie (CCSNE)
 Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)
 Conseil régional FTQ Haut du Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais
 Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM)
 Conseil régional FTQ Québec-Chaudière-Appalaches (CRFTQQCA)

 Conseil régional FTQ Saguenay - Lac-Saint-Jean
 Fédération des enseignantes et enseignants de CEGEP (FEC-CSQ)
 Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ)

Fédération des professionnelles (FP-CSN)

Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)
 Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ)
 Fédération du personnel du loisir, de la culture et du communautaire (FPLCC-CSQ)
 Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
 FTQ-Construction
 Syndicat canadien de la fonction publique-section 3665
 Syndicat canadien de la Fonction publique, section locale 4713 (SCFP-4713)
 Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier SCEP-section locale 8284 (SCEP-Québec)
 Syndicat de l'enseignement de Champlain (CSQ)
 Syndicat de l'enseignement de l'Amiante (SEA)
 Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'île (SEPÎ)
 Syndicat de l'enseignement de la région de Drummondville (SERD-CSQ)
 Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis (SERM-CSQ)
 Syndicat de l'enseignement de la région de Laval (SERL)
 Syndicat de l'enseignement de la région de Québec (SERQ-CSQ)
 Syndicat de l'enseignement de la région des Moulins (SERM)
 Syndicat de l'enseignement de la région du Fer (SERF)
 Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Iles (SESMI)
 Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE)
 Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal (SEOM)
 Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais (SEO)
 Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue (SEUAT)

Syndicat de l'enseignement des Deux Rives (SEDR)
 Syndicat de l'enseignement des Vieilles Forges (SEVF)
 Syndicat de l'enseignement de Val Maské (SEVM)
 Syndicat de l'enseignement du Bas-Richelieu (SEBR)
 Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (SEGP)
 Syndicat de l'enseignement du Lanaudière (SEL)
 Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ)
 Syndicat des conseillères et conseillers de la CSQ
 Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec, section locale 1500 (SCFP-FTQ)
 Syndicat des employés de l'Université de Montréal (SEUM-1244)
 Syndicat des employées et employés de Développement et Paix (SEEDP)
 Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM-SCFP-1294)
 Syndicat des employées et employés de syndicats et des organismes collectifs du Québec (SEESOCQ)
 Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 434 (SEPB-434)
 Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 463 (SEPB-463)
 Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 574 (SEPB-574)
 Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 579 (SEPB-579)
 Syndicat des enseignants et enseignantes du CEGEP Bois-de-Boulogne
 Syndicat des enseignants du CEGEP Champlain de Lennoxville
 Syndicat des enseignantes et enseignants du CEGEP de Drummondville (SEECD)
 Syndicat des enseignants et enseignantes du CEGEP de Matane
 Syndicat des enseignantes et enseignants du CEGEP de Victoriaville
 Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429)
 Syndicat des infirmières et infirmiers de Notre-Dame

Syndicat des intervenantes et intervenants de la santé du Nord-Est Québécois (SIISNEQ)
 Syndicat des Métallos
 Syndicat des Métallos-Local 5778
 Syndicat des Métallos-Local 6833
 Syndicat des professeurs du CEGEP Ste-Foy
 Syndicat des professeurs du collège Édouard-Montpetit
 Syndicat des professeurs du collège Gérald-Godin (SPCGG)
 Syndicat des technicien-nes et des professionnel-les de la santé et des services sociaux du Québec (STEPSQ-CSN)
 Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec (SSPHQ), section locale 4250
 Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes-région du Québec (STTP-Québec)
 Syndicat du personnel de l'enseignement des Hautes-Rivières (SPEHR)
 Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic (SPECa)
 Syndicat du personnel enseignant du Collège de Sherbrooke (SPECs)
 Syndicat du personnel infirmier de Valleyfield
 Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA-QUÉBEC)
 Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, TCA-section locale 62
 Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, TCA-section locale 510
 Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, TCA-section locale 911
 Syndicat des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, TUAC-section locale 501
 Vanier College Teachers 'Association

GROUPE D

Une centaine de membres individuels

www.ciso.qc.ca